



**PRÉFÈTE
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE TARN-AVEYRON

Arrêté préfectoral n° *12-2026-04-21-00002* du **21 AVR, 2026**
portant mise en demeure

à l'encontre du Liquidateur Judiciaire Maître Vincent AUSSEL
représentant la société SAS TANNERIES PECHDO sur la commune de Millau,
de respecter les prescriptions applicables en matière de cessation d'activité d'une installation
classée pour la protection de l'environnement.

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ; R. 512-75-1, R. 512-39, R. 512-39-1 et R. 519-39-2 ;
- Vu** le Code de justice administrative ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination de madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 août 2023, portant nomination de madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, sous-préfète de Rodez ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2025-10-27-00001 du 27 octobre 2025 donnant délégation de signature à madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-318-3 délivré le 14 novembre 2002, autorisant la société SAS TANNERIES PECHDO à exploiter une installation de tannerie, sur le territoire de la commune de Millau,

- Vu** le jugement rendu le 10 décembre 2024 du Tribunal de commerce de Rodez prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la société SAS TANNERIES PECHDO et le jugement rendu le 28 octobre 2025 du Tribunal de commerce de Rodez convertissant la procédure de redressement en procédure de liquidation judiciaire et désignant Maître Vincent Aussel en qualité de liquidateur ;
- Vu** Le courrier de l'inspection des installations classées du 7 novembre 2025 envoyé au liquidateur judiciaire maître Vincent Aussel représentant la SAS TANNERIES PECHDO ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 mars 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 9 mars 2026 ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

Considérant qu'il n'y a pas eu de réponse de la part du liquidateur Maître Vincent Aussel, représentant la SAS TANNERIES PECHDO au courrier envoyé le 7 novembre 2025 par l'inspection des installations classées ;

Considérant que le liquidateur judiciaire Maître Vincent Aussel représentant la SAS TANNERIES PECHDO, n'a pas notifié au préfet l'arrêt définitif de ses installations ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que l'usage futur du site n'est pas déterminé par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2002 modifié susvisé ;

Considérant que le liquidateur judiciaire Maître Vincent Aussel représentant la SAS TANNERIES PECHDO n'a pas transmis ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour les terrains de l'installation, au maire de Millau et aux propriétaires du terrain en mettant le préfet en copie,

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant, de respecter les articles R. 512-39-1 et R.512-39-2 du Code de l'environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du département de l'Aveyron ;

- A R R E T E -

Article 1er : notification de la cessation d'activité

Le liquidateur judiciaire Maître Vincent Aussel, représentant la SAS TANNERIES PECHDO, est mis en demeure, dans un délai n'excédant pas deux semaines, de respecter les dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 512-39-2 du code de l'environnement en :

- a) notifiant au préfet la date d'arrêt définitif des installations ainsi que la liste des terrains concernés et les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site,
- b) transmettant ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains au maire de Millau et aux propriétaires du terrain en mettant le préfet en copie.

Article 2 : sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre du liquidateur judiciaire Maître Vincent Aussel, représentant la SAS TANNERIES PECHDO, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

1. Par le liquidateur judiciaire dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée,
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Millau pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées et le Maire de la commune de MILLAU sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et dont une copie sera notifiée au liquidateur judiciaire Maître Vincent Aussel, représentant la SAS TANNERIES PECHDO.

Fait à Rodez, le

21 AVR, 2026

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale

Véronique ORTET